



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

LES ÉVOLUTIONS SUR LES MARCHÉS DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR AU 2^E TRIMESTRE 2022



Sommaire

- p. 02** Une population vieillissante
- p. 03** Recul des créations d'entreprises au cours du 1^{er} trimestre 2022
- p. 04** Un tissu économique porté par les TPE - Une embellie pour l'emploi
- p. 05** Les offres d'emploi déposées à Pôle emploi en hausse
- p. 06** L'offre d'emploi augmente sur la majorité des secteurs d'activité
- p. 07** L'ensemble des métiers connaît une hausse du dépôt d'offres d'emploi
- p. 08 et 09** La hausse des recrutements perdue
- p. 10** Le taux de chômage retrouve son niveau d'avant crise sanitaire
- p. 11** Amélioration annuelle de la demande d'emploi
- p. 12** Les jeunes, principaux bénéficiaires de la baisse du chômage
- p. 13** L'enlèvement dans le chômage en recul
- p. 14** L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'améliore assez nettement au cours du 1^{er} trimestre 2022 - Hausse annuelle des retours à l'emploi ce trimestre
- p. 15** Les entrées dans la liste des demandeurs d'emploi
- p. 16** Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi
- p. 17** Sources et définitions

L'essentiel

Le confinement, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai 2020, a entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. Elles ont repris progressivement par la suite avec de nombreuses contraintes sanitaires. Les conséquences sur les marchés du travail et de l'emploi ont été rapidement visibles.

Cette note n'a pas de vocation conjoncturelle, elle a pour objet de décrire les impacts rapidement visibles sur les marchés du travail et de l'emploi à la suite des trois confinements et jusqu'au 2^e trimestre 2022.

L'État français a rapidement mis en place des dispositifs tels que le chômage partiel qu'il a pris en charge financièrement, ainsi que des arrêts maladie dérogatoires pour les gardes d'enfant et les personnes vulnérables pour amortir les effets négatifs sur l'économie française.

Dès lors la France connaît deux autres confinements associés à des fermetures d'établissements et des couvre-feux. Depuis le mois de mai 2021, la France connaît un retour progressif à la normale qui impacte la demande d'emploi.

Où en sont les départements les plus impactés, les publics les plus touchés ? La situation s'améliore t'elle deux ans après? Vous trouverez dans cette note de nombreux indicateurs permettant de mieux appréhender et de suivre la situation économique de la région.

Service Statistiques, Études et Évaluations



Une population vieillissante

Au 1^{er} janvier 2015, le nombre d'habitants de la région a dépassé les 5 millions et augmente faiblement depuis pour atteindre, en 2022, les 5 131 200 habitants (toujours la septième région la plus peuplée de France métropolitaine sur les treize) [cf. [Tableau 1](#)].

La densité de population est de 162 habitants au km² (120 pour FM⁽¹⁾). Quatre habitants sur cinq résident sur seulement 21% du territoire régional.

Par le passé, la région a été dynamique sur le plan démographique. Entre 2013 et 2019, la population affiche un rythme de progression de +0,5% en moyenne par an (+0,4% au national). Ce faible accroissement est autant dû au solde naturel (écart entre les naissances et les décès) qu'au solde migratoire.

Au 1^{er} janvier 2022, les moins de 25 ans restent moins nombreux en Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'en France métropolitaine, ils représentent 27% de la population (29% FM). À l'inverse, les 50 ans et plus comptent pour une part plus importante dans la région (44%), dont 24% (21% FM) pour les plus de 65 ans.

La population régionale reste vieillissante, plus particulièrement dans les départements alpins et le Var.

⁽¹⁾FM = France métropolitaine

Tableau 2

Estimation de la population active au 1^{er} janvier 2019

	Nombre d'actifs		Poids	
	France métro.	Région	France métro.	Région
15-24 ans	3 083 800	212 600	10%	10%
25-54 ans	22 335 000	1 637 600	74%	74%
55-64 ans	4 656 400	374 600	15%	17%
Ensemble	30 075 200	2 224 800	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2013 et 2019 : davantage de professions intermédiaires (+0,6 pt), de cadres et professions intellectuelles supérieures (+0,9 pt) et moins d'ouvriers et d'employés (-0,9 pt et -0,6 pt).

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 1

Estimation de la population au 1^{er} janvier 2022

	Nombre d'habitants		Poids	
	France métro.	Région	France métro.	Région
Hommes	31 760 200	2 450 800	48%	48%
Femmes	33 867 200	2 680 400	52%	52%
- 25 ans	19 193 100	1 408 700	29%	27%
25-49 ans	19 862 500	1 484 000	30%	29%
50 ans & +	26 571 800	2 238 500	40%	44%
Ensemble	65 627 500	5 131 200	100%	100%

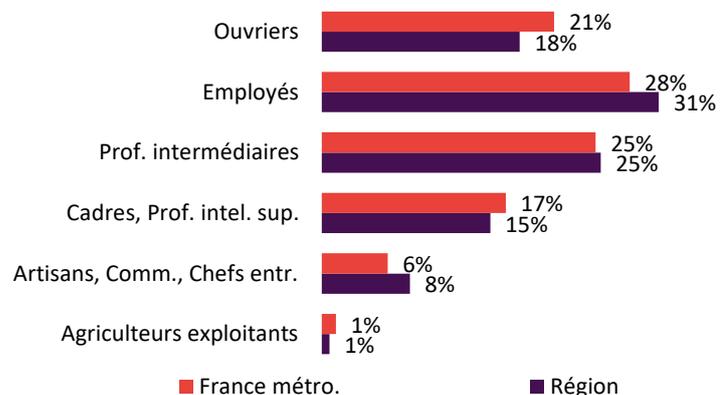
Source : INSEE, Recensement de la population

Le nombre d'actifs début 2019 est de plus de 2,2 millions, soit 72% des 15-64 ans (74% FM). Comme au national, parmi les 55-64 ans, dont la part est de 17%, plus d'un sur deux est actif [cf. [Tableau 2](#)].

Les actifs de la région sont toujours composés en majorité d'employés et d'artisans, commerçants, chefs entreprises et moins d'ouvriers et de cadres que la moyenne nationale [cf. [Graphique 1](#)].

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2019



Fléchissement des créations d'entreprise au cours du 1^{er} trimestre 2022

Les créations d'entreprise connaissent une hausse régulière amorcée en 2017, essentiellement stimulée par les créations de micro-entreprises encouragées par un contexte politique plus favorable avec des projets comme la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises). La majorité des créations d'entreprise provient du secteur des services.

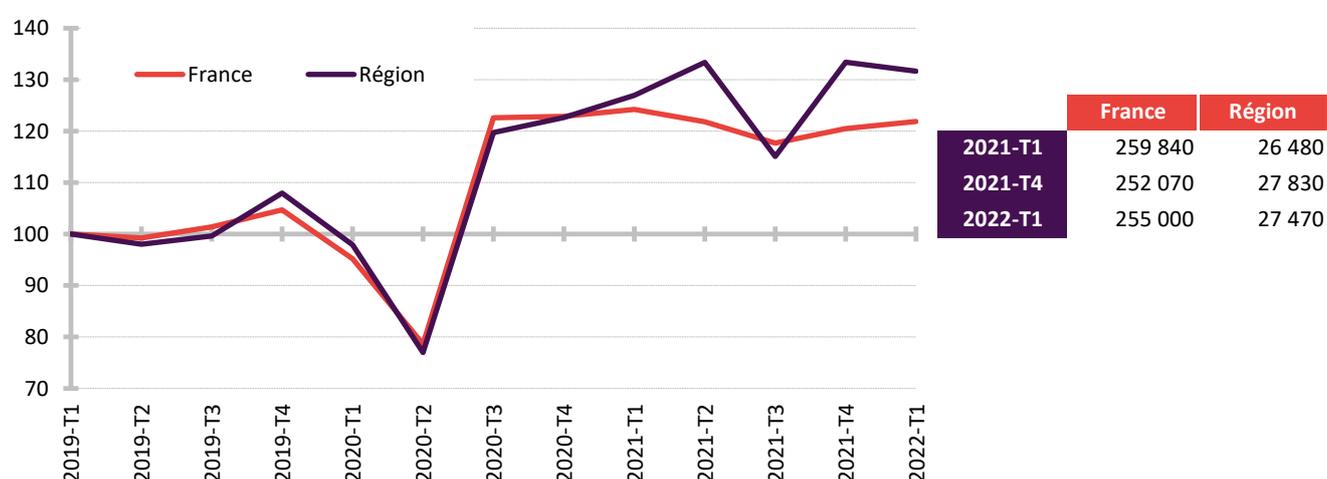
La crise sanitaire survenue au début de l'année 2020 a entraîné un confinement mi-mars 2020 se révélant peu propice à la création d'entreprise qui baisse fortement sur la période. Les créations d'entreprises hors micro-entreprises connaissent une lourde chute à l'inverse des micro-entreprises plus épargnées.

La fin du 1^{er} confinement a permis une relance dans les créations d'entreprises sur le 3^e trimestre 2020. Depuis fin 2020, les créations de micro-entreprises poursuivent leur hausse mais les créations d'autres types d'entreprises sont en baisse. Ces tendances inverses aboutissent à une croissance moins dynamique sur le début d'année 2022. [cf. Graphiques 2 et 3].

Dans le même temps, selon la Banque de France, le nombre de défaillances d'entreprise diminuait depuis le début de la crise sanitaire, toutefois il est en hausse sur le dernier trimestre (3 470 en cumul sur un an, au 1^{er} trimestre 2022, soit +11%). La baisse n'indiquait pas une réduction du nombre d'entreprises en difficulté car elle résultait : en premier lieu, de l'impact momentané qu'ont eu à la fois la période de confinement sur le fonctionnement des juridictions commerciales et les évolutions réglementaires qui ont modifié temporairement les dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiements ; en second lieu, de l'ensemble des mesures de soutien qui apportent des aides de trésorerie ou permettent aux entreprises de réduire ou retarder le paiement de certaines charges, et donc le risque de faire défaut sur ces paiements (mesures d'activité partielle, prêts garantis par l'État avec remboursements différés, fonds de solidarité, moratoires, etc.).

Graphique 2

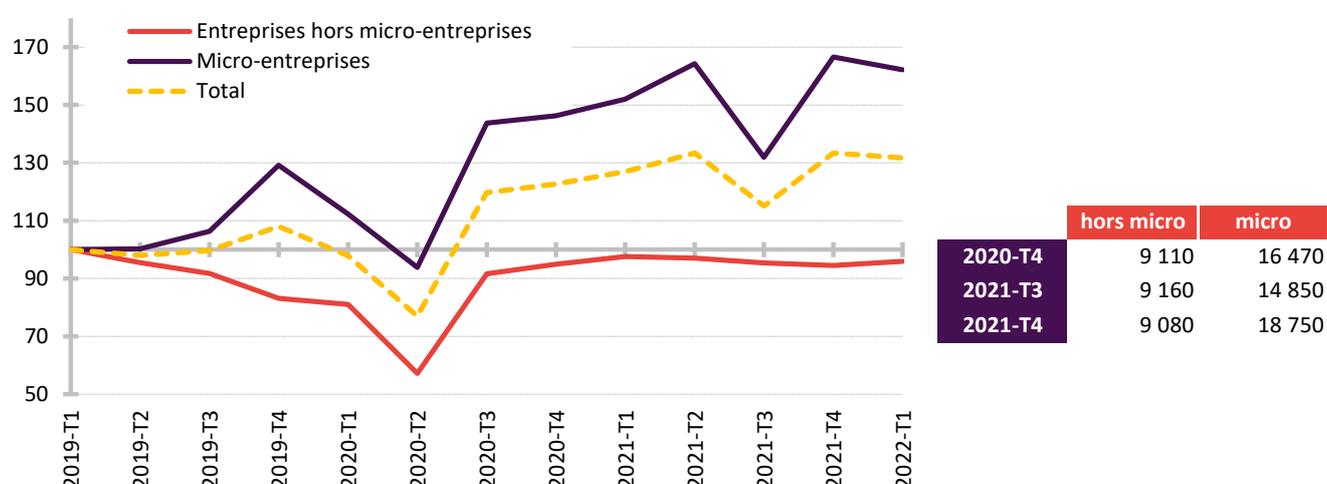
Évolution trimestrielle des créations d'entreprise - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2019



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données corrigées des variations saisonnières

Graphique 3

Évolution trimestrielle des créations d'entreprise par type - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2019



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données corrigées des variations saisonnières

EN SAVOIR PLUS

Le dispositif de calcul des créations d'entreprise a connu une profonde refonte en 2022 entraînant une révision à la hausse du nombre de créations. Plus d'informations méthodologiques ([lien](#))

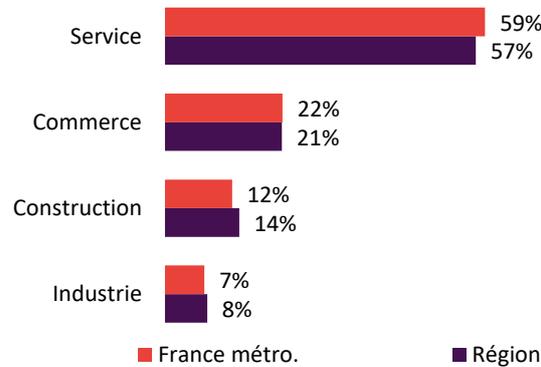


Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2021, 171 840 établissements employeurs du secteur privé composent les activités marchandes régionales hors agriculture, soit 9% de l'ensemble des établissements de France métropolitaine. Fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est supérieur à celui de la France métropolitaine (71% contre 66%). L'économie régionale est orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes [cf. Graphique 4]. Selon l'INSEE, deux emplois touristiques sur trois émanent de l'hébergement restauration.

Graphique 4

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2021



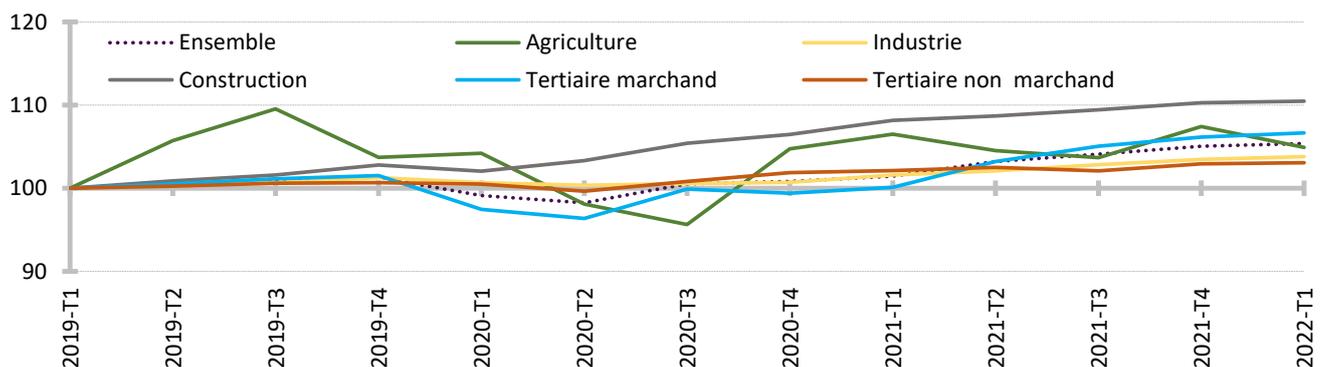
Source : ACOSS, DADS

Une embellie pour l'emploi

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le nombre de salariés a peu varié entre 2011 et 2015 puis a progressé régulièrement jusqu'en décembre 2019. Cette progression marque un coup d'arrêt en 2020. Le nombre de salariés diminue de -2,9% en juin 2020 par rapport à fin juin 2019 (-2,2% au national) [cf. Graphique 5]. Une amélioration est visible sur la fin de l'année 2020 et le nombre de salariés retrouve son volume de fin 2018. Seul le nombre de salariés dans le secteur de la construction s'est maintenu, voire a augmenté malgré la crise sanitaire. Le secteur du tertiaire marchand est celui qui a été le plus touché par la crise sanitaire et a perdu près de 47 000 salariés en juin 2020 par rapport à juin 2019 [cf. Tableau 3]. Sur le 1^{er} trimestre 2022, la hausse se poursuit, notamment dans le secteur tertiaire marchand (+48 290 salariés de plus qu'à la même période en 2019, avant la pandémie).

Graphique 5

Volume et évolution de l'emploi salarié total par grand secteur (indice de référence au 31 janvier 2019 = 100)



Source: estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Tableau 3

Évolution de l'emploi salarié total par grand secteur

	Volumes			Évolutions	
	2022-T1	2021-T4	2021-T1	Trim.	Ann.
Ensemble	1 974 600	1 968 800	1 901 100	+0,3%	+3,9%
Agriculture	23 200	23 700	23 500	-2,1%	-1,3%
Industrie	162 800	162 300	159 300	+0,3%	+2,2%
Construction	118 300	118 200	115 900	+0,1%	+2,1%
Tertiaire marchand	1 004 600	999 800	942 800	+0,5%	+6,6%
Tertiaire non marchand	665 700	664 800	659 500	+0,1%	+0,9%

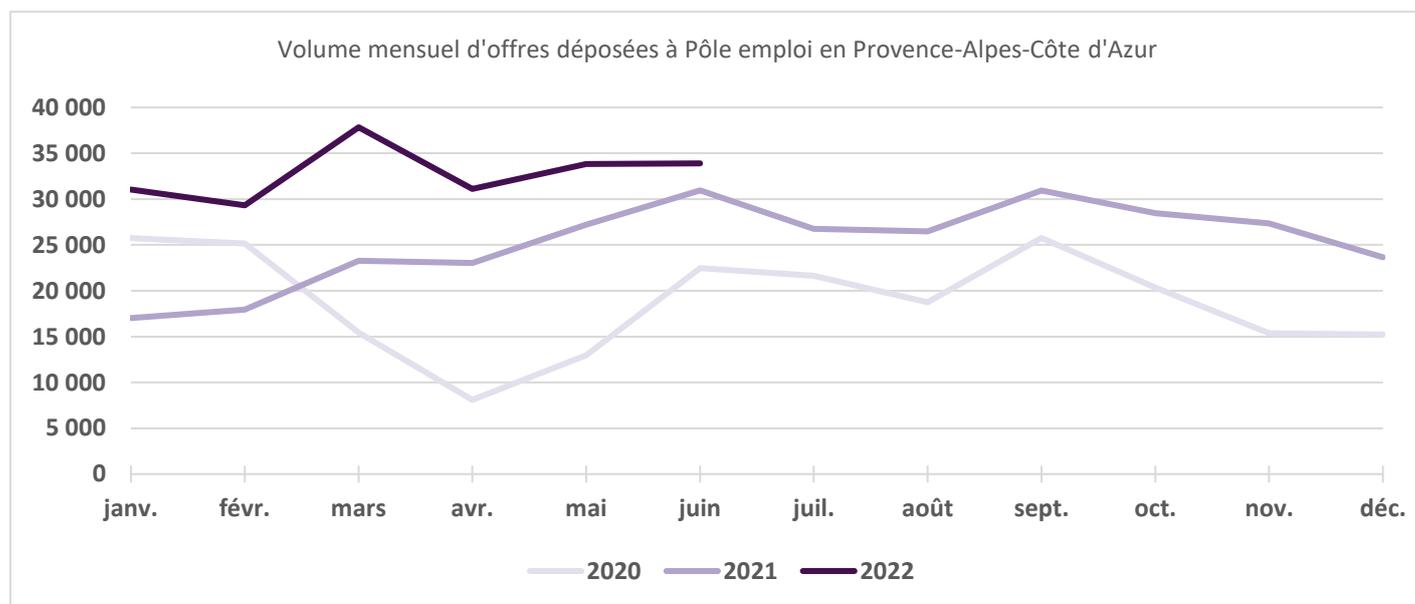
Source: estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Les offres d'emploi déposées à Pôle emploi en hausse

La crise sanitaire a impacté les volumes des années 2020 et 2021 par rapport aux années précédentes. Toutefois l'offre d'emploi déposée à Pôle emploi tend à s'améliorer et atteint des niveaux très élevés sur le premier semestre 2022 par rapport de ceux de 2019, année de référence. [cf. Graphique 6]. La réouverture des activités culturelles, des restaurants, des bars... a contribué à cette relance. Si, sur les premiers mois de l'année 2022, les évolutions n'étaient pas comparables à celles de 2021, à partir du juin, les volumes deviennent plus analogues en demeurant sur une tendance haussière.

Graphique 6

Évolution du volume mensuel d'offres déposées à Pôle emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur



L'offre d'emploi sur le dernier quadrimestre a fortement augmenté sur l'ensemble des départements de la région (stable en France métropolitaine) [cf. Tableau 4]. Ces évolutions sont difficilement comparables à celles de 2021 mais confirment tout de même une nette amélioration des propositions d'embauche. En effet, par rapport à l'année 2021, le volume d'offre déposée augmente pour tous les départements de la région, moins rapidement dans les Bouches-du-Rhône.

Tableau 4

Volume mensuel d'offres déposées à Pôle emploi entre mars et juin 2022 par zone géographique

	Volumes 2022				Évolution annuelle
	mars	avril	mai	juin	4 mois glissants
France métropolitaine	202 200	202 200	202 210	202 210	+0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	390 550	333 870	357 930	361 290	+29%
Alpes-de-Haute-Provence	37 840	31 110	33 840	33 900	+31%
Hautes-Alpes	900	690	830	860	NS
Alpes-Maritimes	1 310	1 060	1 200	1 260	NS
Bouches-du-Rhône	8 270	6 680	7 260	7 080	+50%
Var	13 810	10 850	11 780	12 310	+16%
Vaucluse	8 750	7 580	8 030	7 840	+31%

NS = évolutions non significatives

Source des données : Pôle emploi / STMAT Offres - données brutes

EN SAVOIR PLUS

- Offres d'emploi et recrutement ([lien](#))



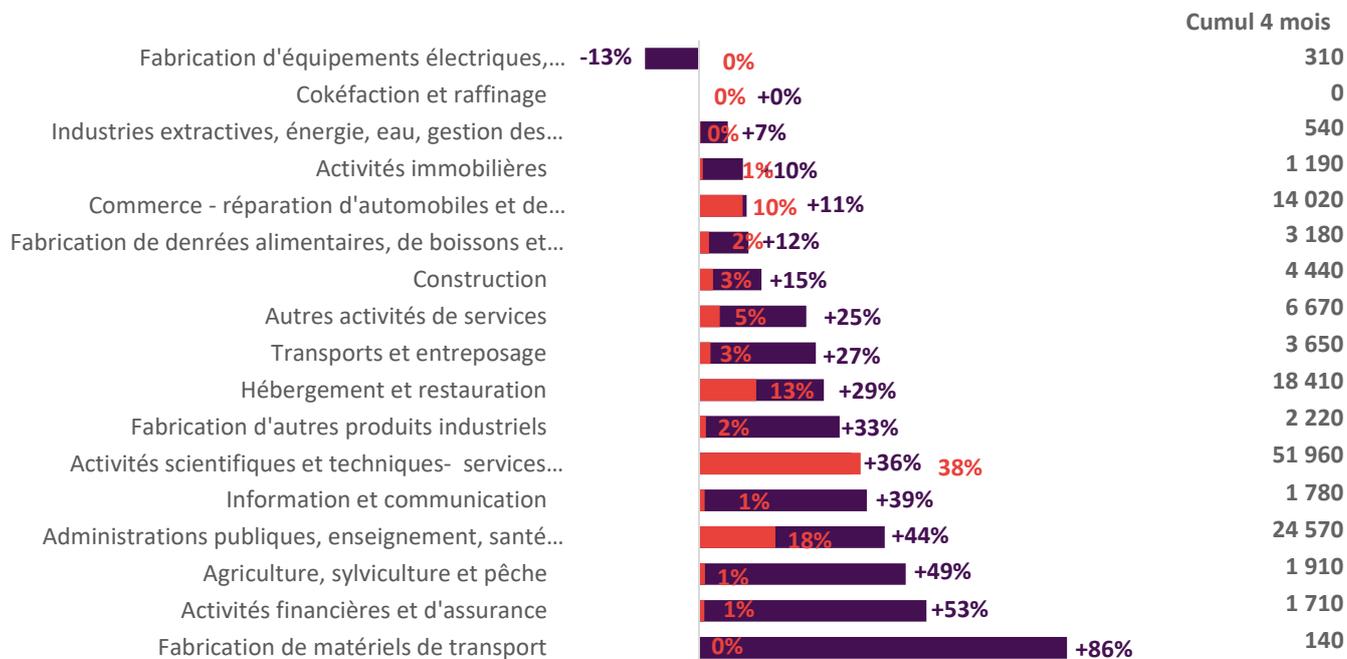
L'offre d'emploi augmente sur la majorité des secteurs d'activité

La plupart des grands secteurs d'activité (A17) connaissent un regain de leurs propositions d'embauches, toujours à nuancer en raison de l'arrêt de certaines activités en 2021 [cf. Graphique 7].

Seul le secteur de la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - fabrication de machines ne bénéficie pas cette embellie, vraisemblablement lié à la pénurie mondiale de certains matériaux. Néanmoins leur faible part n'impacte pas la tendance positive.

Graphique 7

Évolution entre mars et juin 2021 / entre mars et juin 2022 - en violet, du volume d'offres déposées à Pôle emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur et répartition - en rouge, par secteur d'activité A17



Plus précisément [cf. Tableau 5], les sous secteurs de la restauration enregistrent depuis plusieurs mois de fortes augmentations du nombre d'offres d'emploi déposées à Pôle emploi. Cette amélioration est visible aussi au sein des activités des agences de travail temporaire, de l'administration publique générale et de l'ingénierie, études techniques. En revanche, certaines activités telles que le commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé et la boulangerie et les activités des agences de publicité voient leur offre d'emploi se dégrader.

Tableau 5

Évolution annuelle du nombre d'offres d'emploi (décembre à mars) dans les quinze secteurs d'activité détaillés (NAF 732) les plus représentatifs

Secteur d'activité	Volume	Évolution	Poids
Activités des agences de travail temporaire	32 150	+41%	24%
Aide à domicile	7 450	+75%	6%
Restauration traditionnelle	6 880	+23%	5%
Hôtels et hébergement similaire	5 280	+44%	4%
Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	3 200	+37%	2%
Nettoyage courant des bâtiments	2 620	+36%	2%
Restauration de type rapide	2 450	+18%	2%
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	2 350	+10%	2%
Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé	2 130	-30%	2%
Administration publique générale	2 120	+50%	2%
Activités des sièges sociaux	2 010	+2%	2%
Activités de sécurité privée	1 900	+71%	1%
Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	1 830	+14%	1%
Ingénierie, études techniques	1 830	+13%	1%
Accueil de jeunes enfants	1 800	+63%	1%

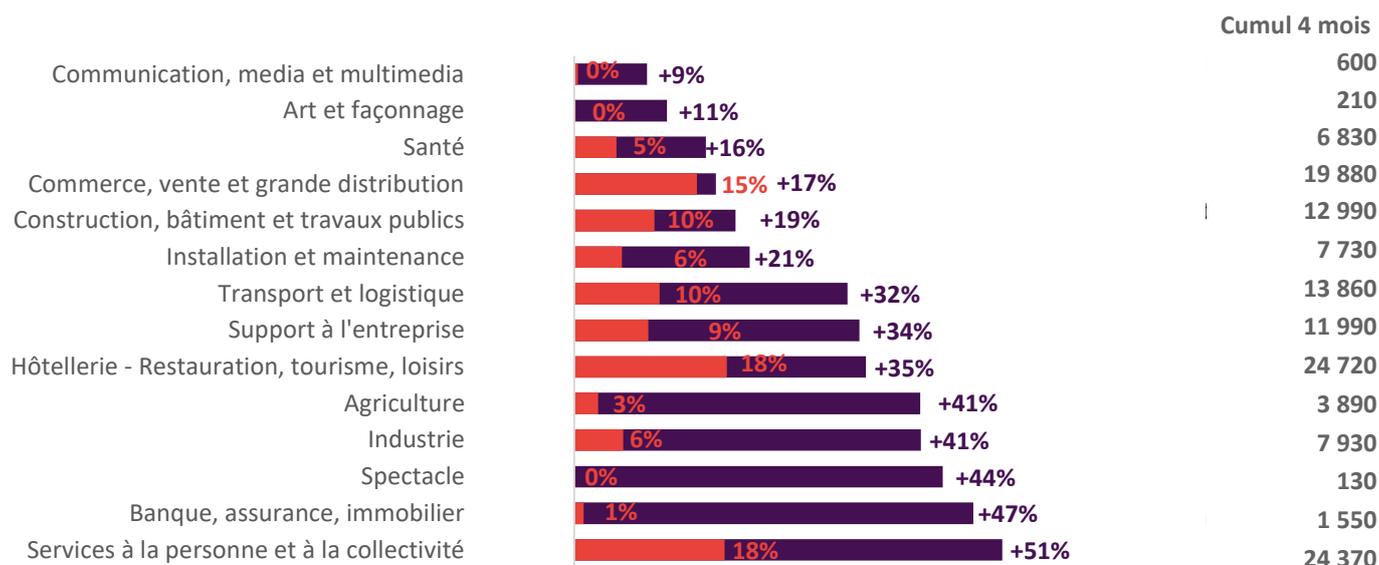
Source des données : Pôle emploi / STMAT Offres – données brutes

L'ensemble des métiers connaît une hausse du dépôt d'offres d'emploi

Le nombre d'offres d'emploi déposées à Pôle emploi augmente pour tous les grands domaines de métiers, au cours des quatre derniers mois. Cette amélioration est plus prononcée pour les métiers des services à la personne et à la collectivité, de la banque, assurance, immobilier, du spectacle et de l'industrie qui représentent conjointement le quart de l'offre d'emploi déposée à Pôle emploi [cf. Graphique 8]. Toutefois, ces évolutions sont aussi à nuancer en raison du contexte des deux précédentes années.

Graphique 8

Évolution entre mars et juin 2021 / entre mars et juin 2022 - en violet, du volume d'offres déposées à Pôle emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur et répartition - en rouge, par domaine professionnel demandé



Plus précisément [cf. Tableau 6], le nombre d'offres d'emploi pour des métiers de l'hôtellerie - restauration, tourisme, loisirs affichent toujours de forts gains de potentiel d'emploi. Ces hausses sont marquées dans les métiers des services à la personne mais aussi au sein des métiers du commerce, vente et grande distribution, tels que la mise en rayon libre service.

Tableau 6

Évolution annuelle du nombre d'offres d'emploi (mars à juin) dans les quinze métiers (ROME) les plus représentatifs

Métier (ROME)	Volume	Évolution	Poids
Personnel de cuisine	6 260	+33%	5%
Service en restauration	4 850	+40%	4%
Services domestiques	4 830	+77%	4%
Assistance auprès d'adultes	4 160	+80%	3%
Magasinage et préparation de commandes	3 550	+8%	3%
Nettoyage de locaux	3 040	+33%	2%
Personnel polyvalent en restauration	2 920	+12%	2%
Mise en rayon libre-service	2 890	+52%	2%
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	2 890	+40%	2%
Vente en alimentation	2 830	+27%	2%
Assistance auprès d'enfants	2 150	+55%	2%
Sécurité et surveillance privées	2 070	+65%	2%
Comptabilité	2 010	+23%	1%
Personnel d'étage	1 920	+39%	1%
Manutention manuelle de charges	1 860	+32%	1%

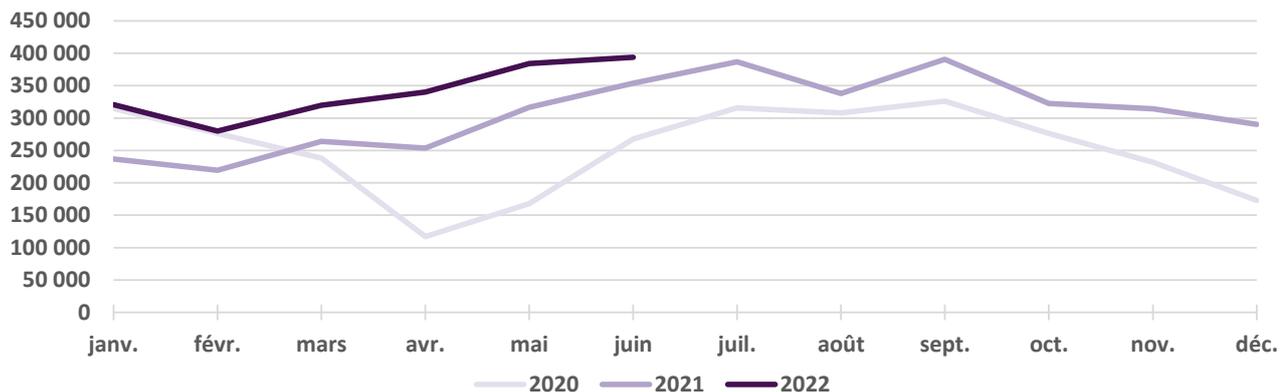
Source des données : Pôle emploi / STMAT Offres – données brutes

La hausse des recrutements perdue

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte qui s'améliore après la baisse importante enregistrée au moment du 1^{er} confinement [cf. Graphique 9]. En effet, en avril 2020, le nombre de déclarations préalables à l'embauche atteint un niveau très faible de 117 000 unités. Les périodes de confinement alternantes, le couvre-feu et les fermetures de certains établissements, peu propices aux recrutements, ont contribué à une dégradation des embauches tout au long de l'année 2020. Depuis mai 2021, le volume de recrutements était quasiment identique à celui de 2019. L'augmentation des DPAE se poursuit sur le 2^e trimestre 2022.

Graphique 9

Volume mensuel des déclarations préalables à l'embauche en Provence-Alpes-Côte d'Azur



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

En cumul sur les douze derniers mois glissants, le nombre de déclarations préalables à l'embauche est de 4 086 920 et augmente de +25% par rapport à l'année précédente sur la même période [cf. Tableau 7]. Les secteurs de l'hébergement, restauration et des arts, spectacles et activités récréatives connaissent une forte hausse de leurs embauches après des mois de fermetures liés à la pandémie. Le secteur des services administratifs et de soutien, représentant près de la moitié des embauches, connaît aussi une embellie, notamment impulsée par l'intérim. Ce contexte favorable aux recrutements est visible sur la plupart des secteurs, à l'exception de l'agriculture qui demeure en recul.

Tableau 7

DPAE par secteur d'activité (cumul entre juillet 2021 et juin 2022)

	Volume	Poids	Évolution
Agriculture	84 690	2%	-2%
Industrie	62 540	2%	+16%
Construction	75 290	2%	+1%
Commerce	228 100	6%	+17%
Transports et entreposage	72 120	2%	+18%
Hébergement et restauration	420 090	10%	+85%
Information et communication	65 030	2%	+41%
Activités financières, d'assurance et immobilières	34 150	1%	+14%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	180 890	4%	+1%
Services administratifs et de soutien	1 978 510	48%	+21%
<i>Dont intérim</i>	1 716 180	42%	+17%
Administration publique et enseignement	89 210	2%	+10%
Santé humaine et action sociale	478 780	12%	+13%
Arts, spectacles et activités récréatives	253 750	6%	NS
Autres activités de services	63 770	2%	+28%
Ensemble secteurs d'activité	4 086 920	100%	+25%

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

NS = évolution non significative

EN SAVOIR PLUS

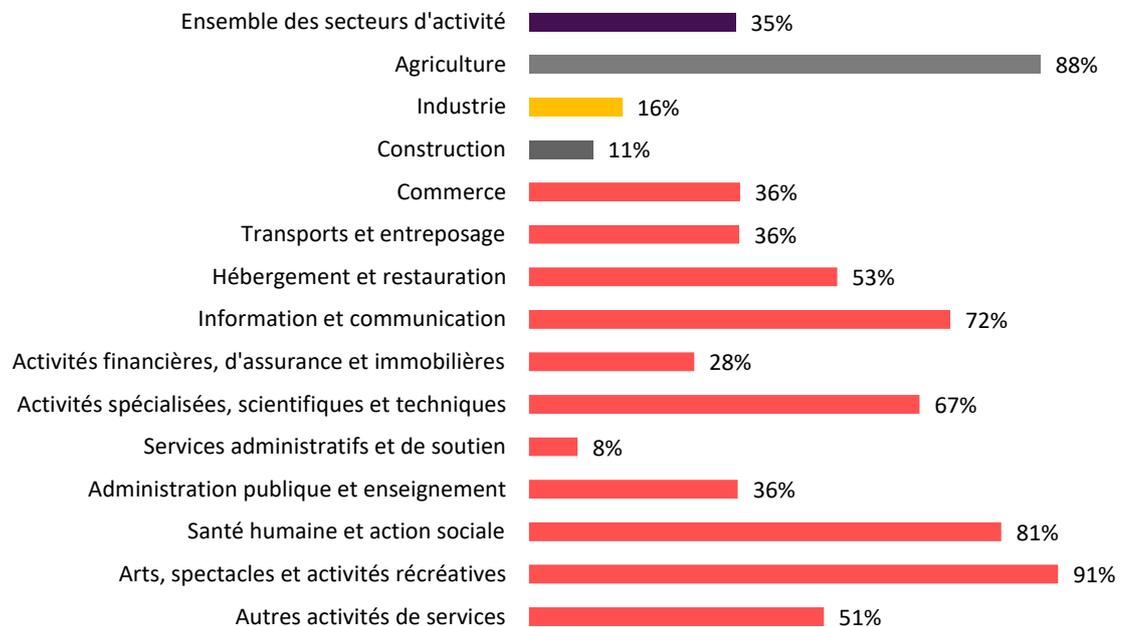
- les publications de l'ACOSS-URSSAF ([lien](#))



Plus d'un tiers des contrats d'embauche sont des contrats d'une durée inférieure à un mois. Pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 10], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture et le spectacle (respectivement 4% et 11% des DPAE hors intérim). Le secteur de la santé humaine et action sociale présente aussi une part importante de contrats courts.

Graphique 10

Poids des contrats de moins d'un mois (yc. intérim) dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2021 - juin 2022)

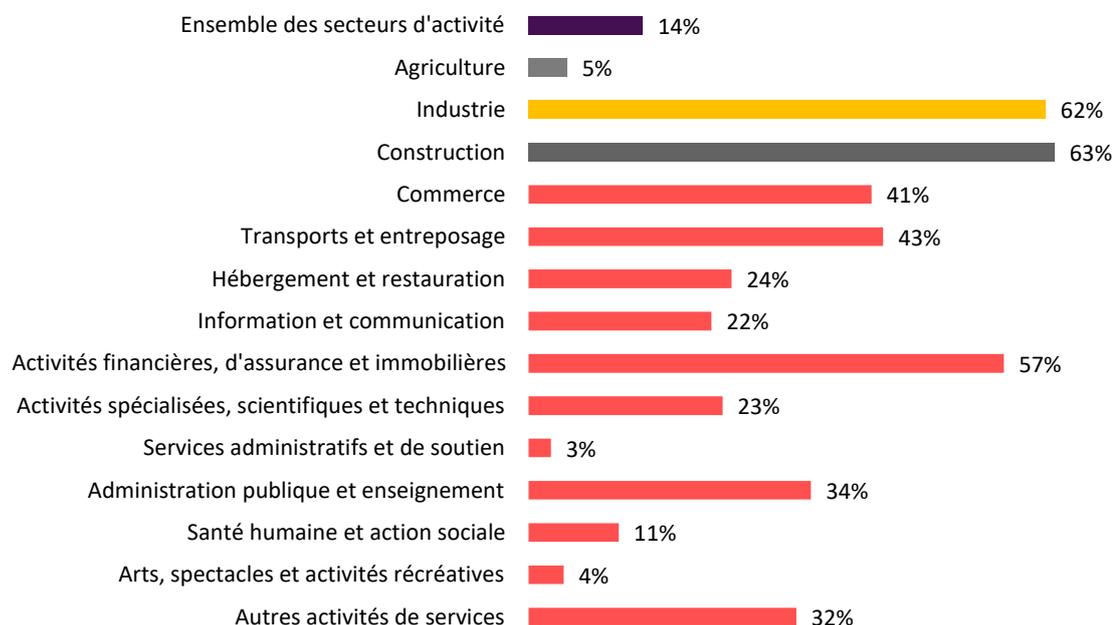


Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 14% des DPAE. Les industries et les entreprises de la construction (resp. 3% chacun des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 60%. Les secteurs de la santé humaine et action sociale et des services administratifs et de soutien (20% et 11% des DPAE hors intérim) ont peu recours à de l'emploi durable [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Poids des contrats de six mois et plus (yc. intérim) dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2021 - juin 2022)

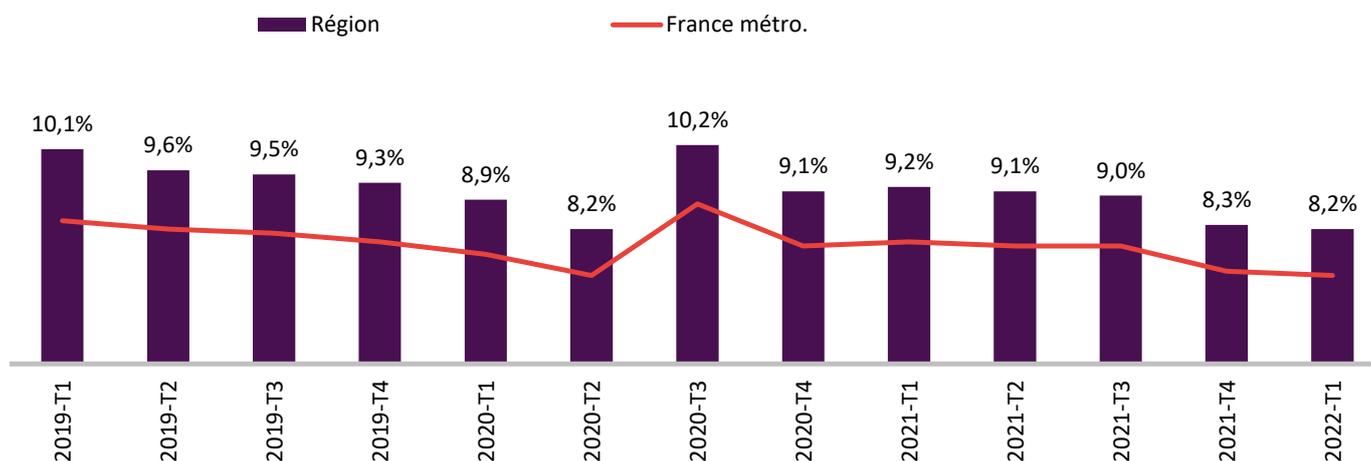


Le taux de chômage retrouve son niveau d'avant crise sanitaire

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est à la 3^e position dans le classement des taux de chômage les plus élevés de France métropolitaine, après Hauts-de-France et Occitanie. Au cours du 2^e trimestre 2020, la région avait atteint son taux de chômage le plus bas depuis le 2^e trimestre 2008 [cf. Graphique 12]. Toutefois, les effets négatifs de la crise sanitaire sur le marché du travail ont engendré une hausse de +2 points au 3^e trimestre 2020 (comparable à la hausse en France métropolitaine). Le taux de chômage tend à s'améliorer depuis la fin d'année 2020. Il retrouve un niveau identique d'avant crise au 1^{er} trimestre 2022 (8,2%).

Graphique 12

Taux de chômage localisé



Source : INSEE, taux de chômage au sens du BIT, enquête Emploi

Au sein des départements de la région, les taux de chômage sont plutôt élevés, seul celui du département des Hautes-Alpes est de nouveau en dessous de celui de la France métropolitaine [cf. Tableau 10]. Sur un trimestre, la moitié des départements connaît une amélioration du taux de chômage.

Sur un an, la situation s'améliore mais est difficilement comparable. En effet, les conséquences de la crise sanitaire ont impacté le taux de chômage au cours du 1^{er} trimestre 2021. Cela entraîne des baisses annuelles marquées au 1^{er} trimestre 2022.

Tableau 8

Taux de chômage par zone géographique et évolutions

	Volumes 2021/2022			Évolution (en points)	
	2022-T1	2021-T4	2021-T1	trim.	annuelle
France métropolitaine	7,1%	7,2%	7,9%	-0,1	-0,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,2%	8,3%	9,2%	-0,1	-1,0
Alpes-de-Haute-Provence	8,2%	8,2%	9,1%	+0,0	-0,9
Hautes-Alpes	6,9%	6,8%	9,5%	+0,1	-2,6
Alpes-Maritimes	7,7%	7,9%	9,0%	-0,2	-1,3
Bouches-du-Rhône	8,7%	8,8%	9,4%	-0,1	-0,7
Var	7,4%	7,4%	8,4%	+0,0	-1,0
Vaucluse	9,4%	9,6%	10,3%	-0,2	-0,9

Source : INSEE, taux de chômage au sens du BIT, enquête Emploi

EN SAVOIR PLUS

- Le tableau de bord de la conjoncture par l'INSEE ([lien](#))



Amélioration annuelle de la demande d'emploi

La baisse amorcée du nombre de demandeurs d'emploi en septembre 2018 a été interrompue par le confinement lié à une crise sanitaire mondiale [cf. Graphique 13]. Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi n'exerçant aucune activité (catégorie A) a atteint son plus haut niveau au 2^e trimestre 2020 et s'établit en moyenne à 385 690 (avoisinant les 400 000 en avril 2020).

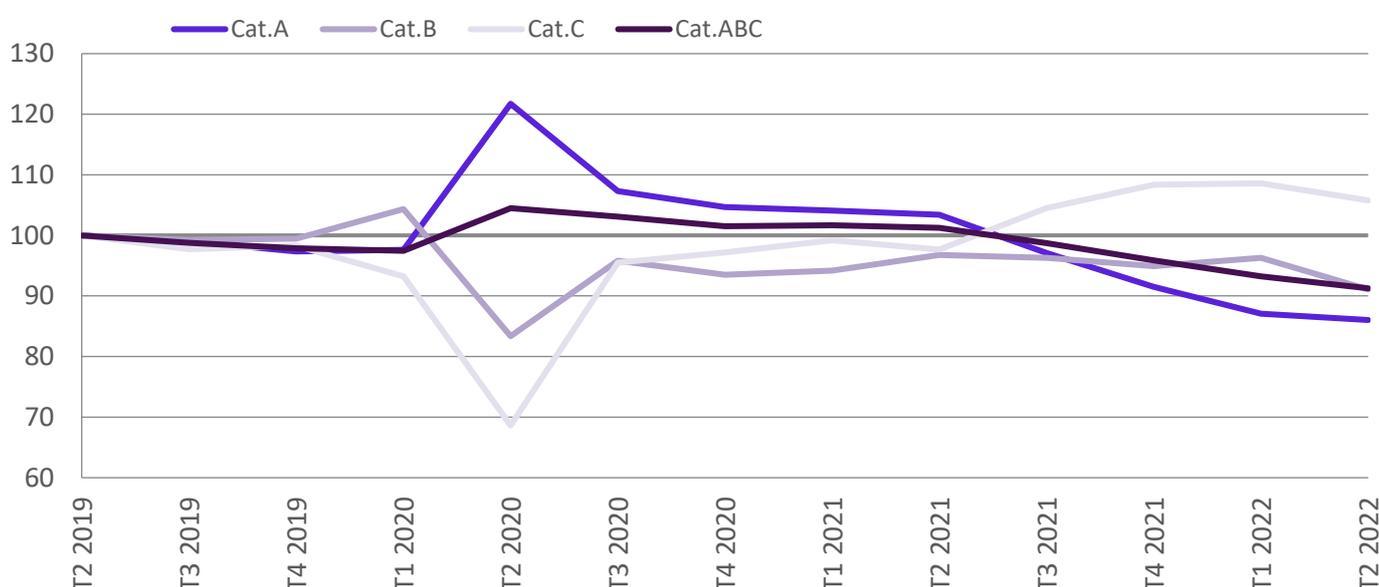
Depuis le 2^e trimestre 2018, les évolutions des catégories B et C (ceux qui travaillent plus ou moins 78 heures dans le mois) étaient plutôt stables alors que celle de la catégorie A était en baisse. La crise sanitaire avait inversé ces tendances. Au 2^e trimestre 2022, la demande d'emploi cat.A et cat.B est en recul annuel alors que celle en catégorie C augmente. Ces tendances associées entraînent une baisse de -10% des catégories ABC (451 880).

La situation s'améliore au cours du 3^e trimestre 2020 durant lequel les activités économiques reprenaient (à l'exception de certains secteurs). Le maintien de certaines activités au cours des confinements suivants a amorti l'impact sur la demande d'emploi. Sur le 2^e trimestre 2022, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi poursuit son recul et recouvre son niveau de début 2015 (environ 30 700 personnes de moins qu'avant le 1^{er} confinement).

À fin mars 2022, on comptabilisait 265 200 allocataires en fin de mois, soit une baisse de -55 410 personnes sur un an.

Graphique 13

Évolution du nombre de Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Cat. A, B et C (moyenne trimestrielle CVS)



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

L'amélioration annuelle de la demande d'emploi sur le 2^e trimestre 2022 est visible sur l'ensemble des départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur [cf. tableau 9]. Les évolutions sont comprises entre -13,3% dans les Alpes-maritimes et -7,7% dans les Bouches-du-Rhône. Il en est de même pour les évolutions trimestrielles, notamment pour le département du Var.

Tableau 9

Nombre de Demandeurs d'emploi inscrits en Cat. ABC à Pôle emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle			Évolution	
	T2 2022	T1 2022	T2 2021	trimestrielle	annuelle
France métropolitaine	5 152 140	5 244 230	5 669 700	-1,8%	-9,1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	451 880	461 760	501 240	-2,1%	-9,8%
Alpes-de-Haute-Provence	15 320	15 740	16 670	-2,7%	-8,1%
Hautes-Alpes	12 980	13 060	14 200	-0,6%	-8,6%
Alpes-Maritimes	93 770	95 630	108 220	-1,9%	-13,4%
Bouches-du-Rhône	189 370	192 850	205 060	-1,8%	-7,7%
Var	82 580	85 260	93 590	-3,1%	-11,8%
Vaucluse	57 840	59 220	63 500	-2,3%	-8,9%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

12 _ ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

Les jeunes, principaux bénéficiaires de la baisse du chômage

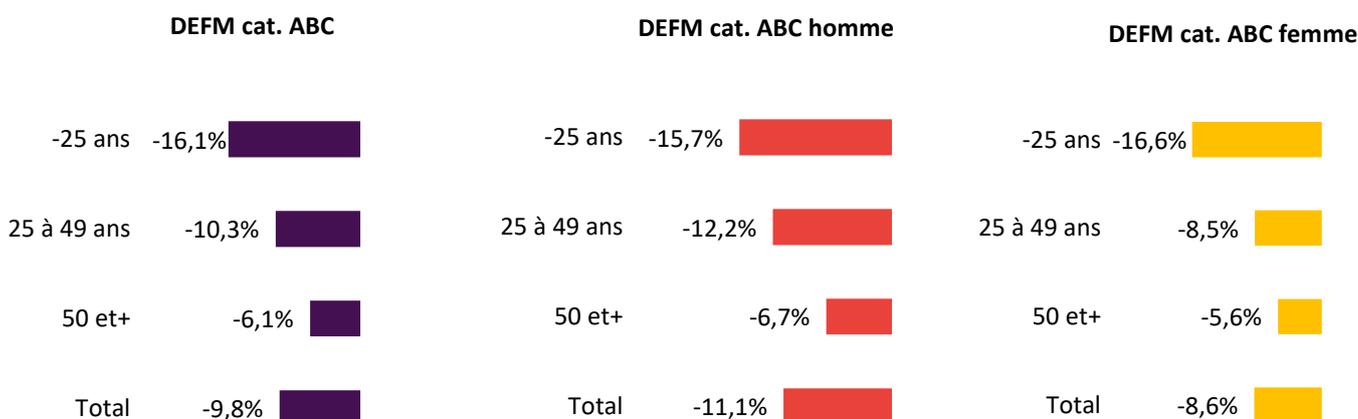
Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans a été la plus impactée par cette hausse alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement plus lent, plus particulièrement pour les hommes.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (11%) dans la demande d'emploi alors que la part des seniors représente plus du quart (29%) [cf. Graphique 14].

Après cette importante dégradation, la population des moins de 25 ans poursuit son recul plus marqué au 2^e trimestre 2022 pour se chiffrer à 50 500 personnes (soit -9 690 sur un an). Les 25-49 ans atteignent 269 300 (soit -31 030 sur un an). Le recul des demandeurs d'emploi seniors se poursuit et atteint 132 100 (soit -8 640 sur un an).

Graphique 14

Évolution (2^e trimestre 2021 - 2^e trimestre 2022) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC (moyenne trimestrielle CVS)



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Tableau 10

Nombre et évolution de Demandeurs d'emploi inscrits en Cat. ABC à Pôle emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle au 2 ^e trimestre 2022					
	- de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	Hommes	Femmes	Ensemble
France métropolitaine	620 670	3 104 400	1 427 070	2 480 470	2 671 670	5 710 600
Provence-Alpes-Côte d'Azur	50 500	269 330	132 050	218 380	233 500	451 880
Alpes-de-Haute-Provence	1 700	8 870	4 750	7 210	8 110	15 320
Hauts-Alpes	1 250	8 110	3 620	6 310	6 660	12 980
Alpes-Maritimes	9 170	54 670	29 930	44 790	48 990	93 770
Bouches-du-Rhône	21 620	115 630	52 120	93 870	95 500	189 370
Var	10 030	47 660	24 890	38 340	44 230	82 580
Vaucluse	6 720	34 380	16 740	27 850	30 000	57 840
	Évolution trimestrielle au 2 ^e trimestre 2022					
	- de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	Hommes	Femmes	Ensemble
France métropolitaine	-14,9%	-9,7%	-5,0%	-9,8%	-8,5%	+0,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-16,1%	-10,3%	-6,1%	-11,1%	-8,6%	-9,8%
Alpes-de-Haute-Provence	-15,0%	-8,5%	-4,6%	-9,0%	-7,3%	-8,1%
Hauts-Alpes	-18,8%	-8,7%	-4,2%	-9,7%	-7,8%	-8,6%
Alpes-Maritimes	-21,5%	-14,7%	-7,7%	-15,9%	-10,8%	-13,4%
Bouches-du-Rhône	-13,3%	-7,9%	-4,6%	-8,3%	-7,0%	-7,7%
Var	-17,4%	-12,0%	-8,9%	-13,1%	-10,6%	-11,8%
Vaucluse	-14,8%	-9,6%	-4,7%	-10,2%	-7,7%	-8,9%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

L'enlèvement dans le chômage en recul

Les demandeurs d'emploi de longue durée sont les personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an (DELD). Ce public s'était considérablement accru après la crise économique de 2008 et les années ayant suivi. À l'instar de la demande d'emploi catégories ABC, une amélioration dans l'évolution était visible depuis le milieu de l'année 2019. Ce dernier n'a pas fait exception à la dégradation du marché du travail consécutif au confinement. Néanmoins, ce public recule au 2^e trimestre 2022, un peu plus fortement pour les demandeurs inscrits entre un et deux ans. Il affiche un niveau de 202 750 personnes.

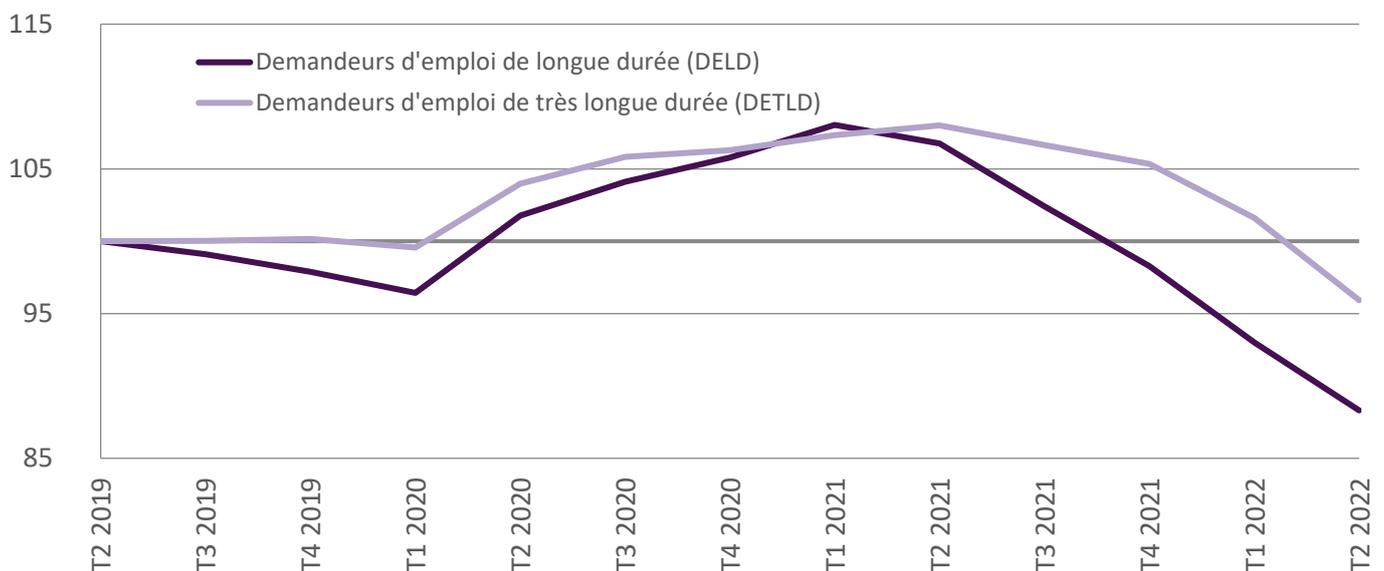
Au sein de ces demandeurs d'emploi, certains sont inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus et sont appelés demandeurs d'emploi de très longue durée (DETLD). Ce public avait doublé en huit ans, ce qui a engendré un enlèvement au chômage, autant présent dans la région qu'au niveau national. Toutefois, depuis le début de l'année, ce public est en recul et atteint son plus bas niveau depuis 5 ans, soit 122 250 personnes au 2^e trimestre 2022 (27% de la DEFM cat. ABC) [cf. Graphique 15].

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 97 180 à fin mai 2022.

De plus, la précarité poursuit sa baisse significative du nombre de bénéficiaires du RSA qui descend à 63 620 en juin 2022. Ils reculent de -11,9% en juin 2022 par rapport à la même période en 2021.

Graphique 15

Évolution du nombre de Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par ancienneté au chômage (moyenne trimestrielle CVS)



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Avec un recul sur l'ensemble des départements de la région, la demande d'emploi de très longue durée s'améliore significativement, les volumes de demandeurs d'emploi sont plus bas qu'avant la pandémie et sont similaires à ceux de 2017 [cf. Tableau 11]. Les évolutions trimestrielles s'améliorent également pour tous les départements de la région.

Tableau 11

Nombre de Demandeurs d'emploi inscrits en Cat. ABC à Pôle emploi depuis plus d'un an par zone géographique

2 ^e trimestre 2022	DELD			DETLD		
	Volume	év. trim.	év. ann.	Volume	év. trim.	év. ann.
France métropolitaine	2 423 200	-5,0%	-15,2%	1 489 860	-4,4%	-8,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	202 800	-5,0%	-17,3%	122 250	-5,6%	-11,2%
Alpes-de-Haute-Provence	7 700	-3,5%	-11,9%	4 820	-3,4%	-6,6%
Hautes-Alpes	6 400	-4,1%	-14,6%	4 110	-1,2%	-5,1%
Alpes-Maritimes	40 600	-6,4%	-21,9%	24 360	-6,1%	-11,5%
Bouches-du-Rhône	86 800	-4,3%	-14,7%	52 370	-5,2%	-9,8%
Var	34 200	-6,8%	-21,5%	20 110	-7,7%	-16,7%
Vaucluse	27 100	-3,8%	-14,3%	16 470	-5,0%	-10,7%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'améliore assez nettement au cours du 1^{er} trimestre 2022

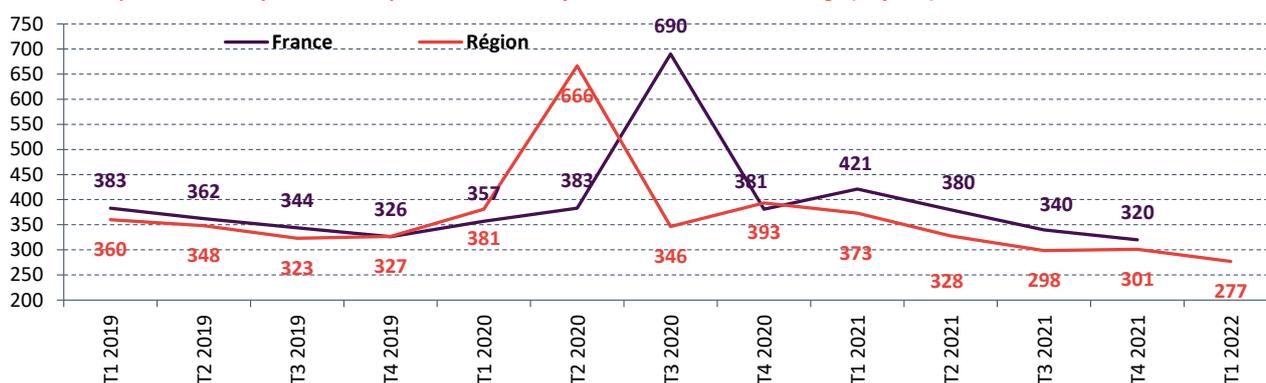
Avec une conjoncture économique maintenue telle qu'elle s'établit au 1^{er} trimestre 2022, un demandeur d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur resterait, en moyenne, inscrit plus de neuf mois consécutivement (277 jours) sur les listes de Pôle emploi, soit plus de trois semaines de moins ce trimestre. Après les trois premiers trimestres d'améliorations de l'ICDC et le quatrième trimestre de stagnation en 2021, l'indicateur global observe de nouveau une embellie au cours du 1^{er} trimestre 2022. La baisse des indicateurs concerne la totalité des populations, essentiellement les 25-49 ans (280 jours ; -27 jours). Les jeunes ont un ICDC (589 jours) qui diminue de -16 jours seulement.

Au cours de ce trimestre, les indicateurs des secteurs du transport-logistique (276 jours) et du support à l'entreprise (327 jours) baissent plus fortement sur trois mois (respectivement -55 et -50 jours) ; ceux de la santé (244 jours), de la communication-média-multimédia (310 jours) et de la construction-BTP (279 jours) observent des améliorations d'une dizaine de jours uniquement.

En rythme annuel, l'ICDC régional diminue de près d'une centaine de jours (-96 jours). La totalité des indicateurs reculent sur les trois derniers [cf. Graphique 16].

Graphique 16

Durée d'inscription à Pôle Emploi, mesurée par l'indicateur conjoncturel de durée de chômage (en jours)



Source : Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur - Fichier Historique Statistique des demandeurs d'emploi - données cvs
Données France non disponible au moment de la publication

Hausse annuelle des retours à l'emploi ce trimestre

Au cours du 1^{er} trimestre 2022, plus de 95 100 demandeurs d'emploi inscrits en catégories AB ont accédé à un emploi d'un mois ou plus, soit une hausse de +14,7% par rapport au 1^{er} trimestre 2021. Sur 12 mois glissants, cela représente près de 407 600 retours à l'emploi (+13,4% par rapport à l'année 2021). Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories AB diminue de -14,5%. La majorité des départements connaît une augmentation annuelle du volume des reprises d'emploi, le département des Hautes-Alpes est le seul à constater une baisse annuelle du volume des reprises d'emploi (-6,3%) des départements de la région, les Alpes-Maritimes ont la plus forte progression (+26,0%), suivent les Alpes-de-Haute-Provence (+18,3%), le Var (+15,2%), les Bouches-du-Rhône (+11,6%) et le Vaucluse (+9,9%) [cf. Tableau 12].

Tableau 12

Nombre et évolution des retours à l'emploi des demandeurs d'emploi en catégories A ou B selon leurs caractéristiques

	1T-2022					Evolutions annuelles 1T-2022 /1T-2021	
	Nombre de retours à l'emploi	Cumul 12 mois glissants	Taux de retours à l'emploi ^(a)	Tendance ^(b)	Contrib. à la tendance	Retours à l'emploi	DEFM Cat. AB
Retours à l'emploi pour les demandeurs d'emploi en catégorie AB	95 110	407 580	9,0%	+13,4%	+13,4%	+14,7%	-14,5%
dont demandeurs d'emploi							
Tranches d'âge							
de moins de 25 ans	15 890	73 870	12,7%	+11,2%	+2,1%	+3,2%	-21,4%
de 25 à 49 ans	60 890	256 830	9,9%	+12,8%	+8,1%	+15,1%	-15,0%
de 50 ans ou plus	18 330	76 890	5,9%	+17,8%	+3,2%	+25,4%	-10,3%
Ancienneté							
depuis moins d'un an	61 570	251 040	10,0%	+14,9%	+9,1%	+19,9%	-5,7%
depuis un an ou plus	33 540	156 540	7,7%	+11,1%	+4,4%	+6,2%	-24,8%
dont plus de deux ans	18 290	81 040	7,2%	+13,1%	+2,6%	+20,9%	-16,3%
Sexe							
hommes	49 320	211 520	9,5%	+11,7%	+6,2%	+10,2%	-15,9%
femmes	45 790	196 070	8,6%	+15,4%	+7,3%	+20,0%	-13,1%

(a)Le taux de retours à l'emploi est le nombre de retours à l'emploi ramené au nombre de demandeurs d'emploi en catégories AB

(b)La tendance est l'évolution sur le cumul de 12 mois glissants entre la période étudiée et la même période de l'année précédente.

EN SAVOIR PLUS

- Les trajectoires et retour à l'emploi ([lien](#))



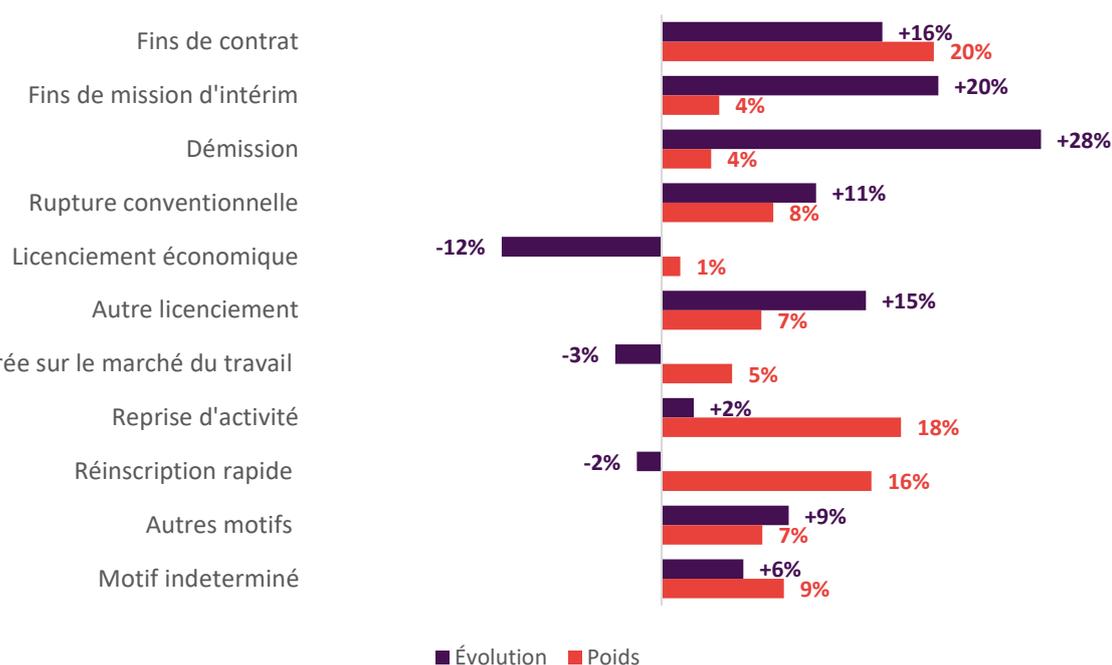
Les entrées dans la liste des demandeurs d'emploi

La moyenne trimestrielle CVS des entrées dans la liste des demandeurs d'emploi des catégories ABC atteint 48 480 unités au 2^e trimestre 2022. Elle est en hausse de +8% sur un an en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les entrées pour les motifs licenciement économique (-12%), premières entrées sur le marché du travail (-3%), les réinscriptions rapides (-2%) sont en recul [cf. Graphique 17]. Leurs poids représentant moins du quart des motifs, ils ne suffisent pas à inverser la tendance.

À l'inverse, les autres motifs sont en hausse, notamment les fins de contrats (+16%), les fins de missions d'intérim (+20%) et les démissions (+28%).

Graphique 17

Évolution annuelle du nombre d'entrées dans la liste des demandeurs d'emploi 2^e trimestre 2022/2021 - Poids au 2^e trimestre 2022



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Au cours du 2^e trimestre 2022, le nombre d'entrées dans la liste des demandeurs d'emploi se dégrade aux niveaux national et régional par rapport au trimestre précédent [cf. Tableau 13]. Au niveau départemental, la majorité des départements sont impactés par cette hausse, à l'exception des Alpes-de-Haute-Provence (-2,1%).

De plus, sur un an, cette détérioration touche l'ensemble des départements, notamment les départements alpins.

Tableau 13

Nombre d'entrées dans la liste des demandeurs d'emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle			Évolution	
	2022T2	2022T1	2021T2	trimestrielle	annuelle
France métropolitaine	523 000	510 630	495 070	+2,4%	+5,6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	48 480	45 060	45 060	+7,6%	+7,6%
Alpes-de-Haute-Provence	1 390	1 420	1 270	-2,1%	+9,4%
Hautes-Alpes	1 220	1 170	1 020	+4,3%	+19,6%
Alpes-Maritimes	10 810	10 550	9 880	+2,5%	+9,4%
Bouches-du-Rhône	19 540	19 210	18 210	+1,7%	+7,3%
Var	9 770	9 650	9 170	+1,2%	+6,5%
Vaucluse	5 750	5 520	5 580	+4,2%	+3,0%

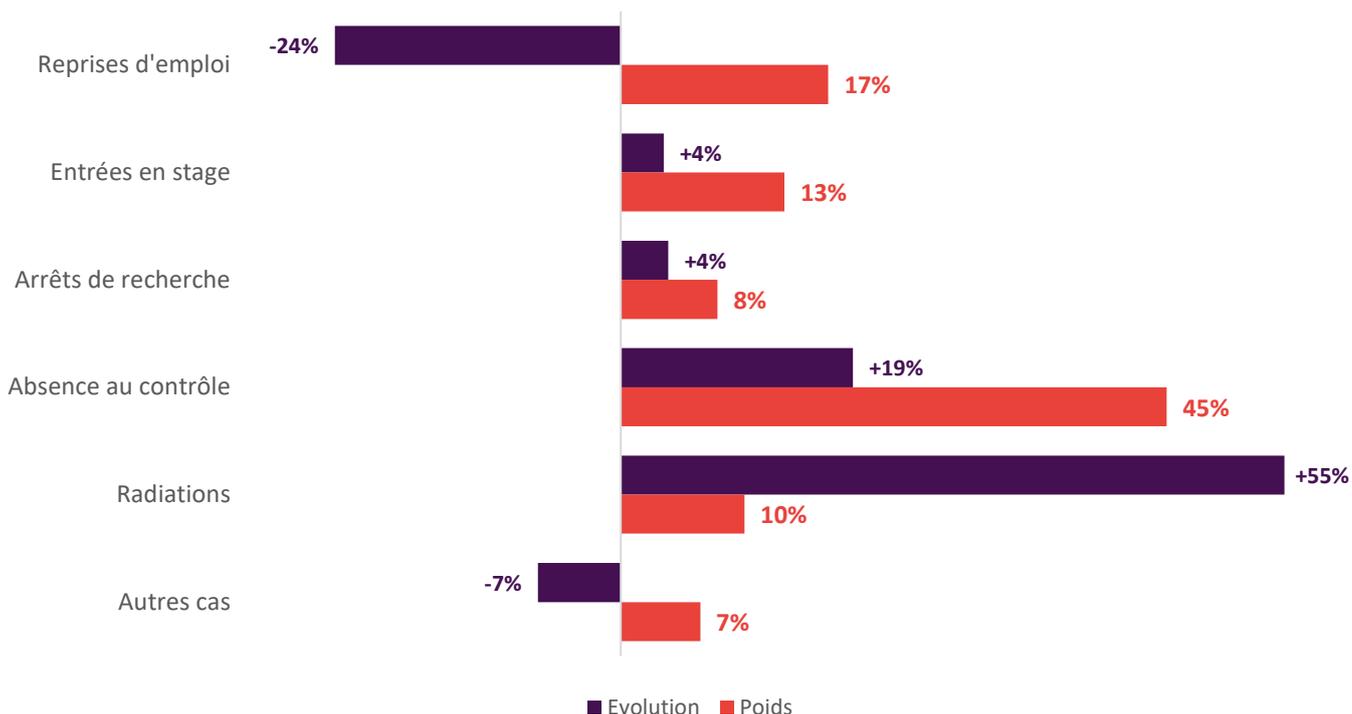
Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi

Depuis plus d'un an, les sorties de la liste s'améliorent dans la plupart des motifs. Au 2^e trimestre 2022, les évolutions sont moins marquées que l'année précédente car le pays avait connu son premier déconfinement durant l'été 2020. Au cours de l'année 2020, compte tenu des contextes sanitaire et économique, il était recommandé d'effectuer moins de radiations. L'activité de cette action a repris son cours depuis ; d'où cette évolution qui demeure très importante [cf. Graphique 18]. Néanmoins, les sorties du chômage pour le motif reprises d'emploi est en recul (-2 630) mais aussi pour le motif autre cas, conjointement, ces motifs pèsent près du quart des sorties de la liste.

Graphique 18

Évolution trimestrielle du nombre de sorties de la liste des demandeurs d'emploi 2^e trimestre 2022/2021 - Poids au 2^e trimestre 2022



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Sur un trimestre, les sorties ont reculé aux niveaux national et régional [cf. Tableau 14]. En revanche, sur un an, une hausse du nombre de sorties du chômage est visible sur la plupart des départements, exceptés les Hautes-Alpes. Ces évolutions sont toujours à prendre dans le contexte sanitaire de 2020-2021 qui a vu ralentir fortement les sorties du chômage au cours des mois en raison des mesures liées à la pandémie peu propices aux recrutements même si elles tendent à revenir à des volumes d'avant crise sanitaire.

Tableau 14

Nombre de sorties de la liste des demandeurs d'emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle			Évolution	
	2022T2	2022T1	2021T2	trimestrielle	annuelle
France métropolitaine	545 170	549 330	520 530	-0,8%	+4,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	50 200	50 260	47 280	-0,1%	+6,2%
Alpes-de-Haute-Provence	1 460	1 500	1 420	-2,7%	+2,8%
Hautes-Alpes	1 230	1 360	1 290	-9,6%	-4,7%
Alpes-Maritimes	11 190	11 090	10 330	+0,9%	+8,3%
Bouches-du-Rhône	20 510	20 260	18 940	+1,2%	+8,3%
Var	9 840	10 080	9 580	-2,4%	+2,7%
Vaucluse	5 960	5 980	5 710	-0,3%	+4,4%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Sources et définitions

Offres d'Emploi Enregistrées (OEE) : offres d'emploi collectées par Pôle emploi (source *Pôle-emploi, Dares*)

On distingue 3 types d'Offres :

- Les emplois durables : Contrats à Durée Indéterminée, Contrats à Durée Déterminée de plus de 6 mois
- Les emplois temporaires : Contrats à Durée Déterminée de moins de 6 mois, missions d'intérim de plus d'un mois
- Les emplois occasionnels : Contrats à Durée Déterminée ou missions d'intérim de moins d'un mois

Déclaration Préalable À l'Embauche (DPAE) :

Il s'agit d'une procédure de déclaration systématique et nominative pour chaque salarié qu'un employeur à l'intention d'embaucher (source Acooss).

Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) : inscrits à Pôle emploi au dernier jour du mois (donnée de stock).

(source STMT-Pôle emploi, Dares. Calcul des CVS : DREETS PACA/SEPES, Dares)

Demandeurs d'Emploi en Entrée (DEE) : inscrits à Pôle emploi au cours du mois (donnée de flux)

(source STMT-Pôle emploi, Dares. Calcul des CVS : DREETS PACA/SEPES, Dares)

Demandeurs d'Emploi en Sortie (DES) : sortis des listes de Pôle emploi au cours du mois (donnée de flux)

(source STMT-Pôle emploi, Dares. Calcul des CVS : DREETS PACA/SEPES, Dares)

On distingue les **catégories de demandeurs d'emploi** suivantes :

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78h ou moins au cours du mois)

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78h au cours du mois)

Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (maternité, maladie, formation...), sans emploi

Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (bénéficiaires de contrats aidés par exemple)

Recensement de la population:

Le recensement repose désormais sur une collecte d'information annuelle, concernant successivement tous les territoires communaux au cours d'une période de cinq ans. Les communes de moins de 10 000 habitants réalisent une enquête de recensement portant sur toute la population, à raison d'une commune sur cinq chaque année. Les communes de 10 000 habitants ou plus, réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon d'adresses représentant 8 % de leurs logements.

L'emploi :

Les estimations trimestrielles d'emploi salariés sont calculées conjointement par l'INSEE, l'ACOSS-URSSAF et la DARES

Statistiques annuelles de l'emploi

Les renseignements sont recueillis chaque fin d'année, lors de la régularisation annuelle des contributions auprès de l'ACOSS.

Ces chiffres portent sur l'**effectif total salarié** au sein de chacun des établissements au 31 décembre de l'année.

(source ACOSS).

Taux de Chômage :

on distingue :

- le taux de chômage au sens du **BIT (Bureau International du Travail)** : calculé pour la France métropolitaine à partir de l'enquête emploi, réalisée chaque trimestre auprès de 75 000 ménages (source INSEE)
- les taux de chômage **localisés** : pour les régions, estimations trimestrielles à partir du taux France métropolitaine puis estimations départementales et infra-départementales (zones d'emploi)

Correction des variations saisonnières (cvs) : les séries publiées dans ce document sont marquées par des phénomènes récurrents de type saisonniers, qui ne reflètent pas des mouvements de nature économique. Lorsque la dessaisonalisation est possible, nous affichons les variations en cvs afin d'analyser les fluctuations purement conjoncturelles des séries.

Directeur de la publication

Pascal BLAIN

Directeurs de la rédaction

Richard SPINOSA, Daniel EL KHANSSA

Réalisation

Marjorie ZAKARIAN

Direction de la Performance

Service Statistiques, études et évaluations

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

